

COUR D'APPEL DE COLMAR SERVICE ADMINISTRATIF RÉGIONAL

**Transports de corps à visage découvert
dans le cadre des autopsies et de tout examen prescrit
par les autorités judiciaires du ressort de la Cour d'appel de Colmar**

ACTE D'ENGAGEMENT

N° du marché :

Lot n° :

N° d'EJ :

Date de notification du marché :



LA PRÉSENTE CONSULTATION EST CONDUITE EN RÉFÉRENCE AUX ARTICLES L 2124-1 ET L 2124-2,
R 2124-1 ET R 2124-2 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE,
AINSI QU'EN APPLICATION DES ARTICLES R.91 À R.249-8 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE SUR LES FRAIS DE JUSTICE

*En cas de candidature groupée, un seul acte d'engagement doit être rempli pour le groupement et le tableau
ci-annexé portant désignation des membres du groupement devra être complété.*

FRAIS DE JUSTICE ET STATUT DE COLLABORATEUR OCCASIONNEL DU SERVICE PUBLIC

Avant-propos sur la nature du présent marché et ses implications

Les frais de justice sont réglementés par les articles R.91 à R.249-8 du Code de procédure pénale (CPP).

Ils comprennent les prestations nécessaires aux autorités judiciaires, afin de mener à bien les missions régaliennes confiées au ministère de la justice. Ces prestations sont ainsi essentielles au bon déroulement des procès pénaux ou civils, à l'engagement de l'Action Publique et à la manifestation de la vérité dans les procédures criminelles ou correctionnelles.

Réalisées sur réquisitions judiciaires, ces prestations revêtent ainsi une nature particulière, qui justifie leur statut dérogatoire au droit commun.

Il en résulte également que les articles R.92 et R.93 du CPP énumèrent limitativement les interventions appartenant à cette catégorie.

Les transports de corps sont mentionnés à l'article R.92 7° du CPP.

Les frais ainsi engendrés sont « *exposés avant ou après la réalisation d'examens thanatologiques, ordonnés dans le cadre d'une enquête judiciaire sont des frais de justice criminelle, correctionnelle et de police.* »

Les prestataires de transport de corps intervenant dans le cadre du présent marché acquièrent alors le statut de Collaborateur Occasionnel du Service Public.

A ce titre, ils perçoivent une indemnité, dont le montant résulte du Bordereau des Prix Unitaires à l'article B.4 ci-après, mais dont le statut relève du régime dérogatoire des frais de justice.

Le choix de soumettre cette prestation à la procédure formalisée d'appel d'offre est sans effet sur ce statut.

A – OBJET DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

A.1 Pouvoir adjudicateur

État, Ministère de la Justice, Cour d'appel de Colmar

Service Administratif Régional

9 avenue Raymond Poincaré – CS 60073

68027 Colmar Cedex

tél. : 03.89.21.55.06 – courriel : rgbmp.sar.ca-colmar@justice.fr

Représentants du pouvoir adjudicateur

Madame la première présidente de la Cour d'appel de Colmar et Monsieur le procureur général près ladite Cour, désignés conjointement en qualité de représentants du pouvoir adjudicateur en application du décret du 2 juin 2008 et de l'article R. 312-67 du Code de l'organisation judiciaire.

Représentants pour l'exécution et la réception des documents :

Monsieur Le directeur délégué à l'administration régionale judiciaire de la Cour d'appel de Colmar ou son représentant Monsieur le responsable de la gestion budgétaire en charge des marchés publics.

Ordonnateurs :

Madame la première présidente et Monsieur le procureur général de la Cour d'appel de Colmar.

Comptable public assignataire des paiements :

Le Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe et Moselle
50 rue des Ponts CO 60069 - 54036 NANCY CEDEX

Imputation budgétaire : programme 166 – article de regroupement 166 02 - Frais de Justice

A.2 - Forme du marché

Le présent marché est passé en application de la procédure d'appel d'offres ouverte prévue aux articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2 du Code de la commande publique.

A.3 – Objet

Le présent marché a pour objet les prestations de transport de corps à visage découvert dans le cadre des autopsies ou de tout autre examen thanatologique prescrit par les autorités judiciaires pour l'ensemble du ressort de la Cour d'appel de Colmar.

Ce marché intervient ainsi dans le cadre d'enquêtes pénales. Il doit permettre aux autorités judiciaires de mener à bien leurs missions régaliennes et assurer la continuité du service public de la justice sur le ressort de la Cour d'appel de Colmar.

N° de CPV : 44.03.05 : services & fournitures funéraires - 339733000 : housses mortuaires

Le marché est décomposé en 2 lots. Chaque lot est mono-attributaire et constitue un marché distinct :

Lot n°1 : sites du Bas-Rhin (67)**Lot n°2 : sites du Haut-Rhin (68)****Quel que soit le lieu, les prestations comprennent :**

- ⇒ la prise en charge du corps en l'état et son transport dans un véhicule spécialisé, jusqu'à sa remise à l'Institut Médico-Légal (IML) ;
- ⇒ la conservation du corps en chambre funéraire avant transport à l'IML, à titre exceptionnel et dérogatoire, sur réquisition spéciale et dans les conditions prévues à l'article 4.4 du CCP, et pour la stricte durée séparant l'enlèvement du corps de son lieu de découverte à son dépôt à l'IML compétent ;
- ⇒ le transport après l'autopsie ou tout autre examen, qui permet de rapatrier le corps du défunt vers son lieu de découverte ou lieu proche désigné par la famille, à coût égal ;
- ⇒ la fourniture d'une housse biodégradable ;
- ⇒ le personnel et le matériel nécessaires au transport.

A.4 – Durée du marché

Chaque lot du présent marché prend effet le 1er mai 2025 pour une période initiale de 24 mois.

Il est ensuite renouvelable annuellement, par période de 12 mois, par reconduction tacite, sauf décision de non reconduction de l'autorité adjudicatrice, notifiée 1 mois avant le terme.

Le marché ne pourra pas excéder une durée totale de 4 années et prendra fin au plus tard le 30 avril 2029.

Les décisions sont notifiées par voie électronique à l'adresse figurant dans l'acte d'engagement. La décision de non reconduction du présent marché ne donne lieu au versement d'aucune indemnité.

En cas de non reconduction du marché, le titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues au marché dans la période allant de la date de notification de la décision de non reconduction jusqu'à la date d'effet de celle-ci.

A.6 – Délai d'intervention

Le délai d'intervention du titulaire pour un transport de corps, suite à une demande de l'administration, ne peut excéder **deux heures (2h00), quelle que soit la période** (jour, nuit, week-end, jour férié), à compter de la réception de la réquisition et du bon de commande par télécopie ou par voie électronique, dûment signé par la personne habilitée.

Dans l'hypothèse d'une urgence, ce délai débute à compter de l'appel téléphonique de la personne habilitée.

B. Engagement du titulaire ou du groupement titulaire

B.1. Identification du titulaire ou du groupement titulaire

Le candidat :

Je soussigné (nom, prénom, qualité).....

agissant au nom et pour le compte de la société

ci-après dénommée « **le Titulaire** »,

au capital de :

ayant son siège social :

immatriculée à l'I.N.S.E.E. :

numéro d'identité de l'établissement (SIRET) :

code de l'activité principale :

Téléphone :

Télécopie :

Adresse électronique pour les notifications :

Interlocuteur chargé du suivi du marché :

Téléphone :

Télécopie :

Adresse électronique :

Présentation du candidat: cocher la/les case(s) correspondante(s)

- le candidat se présente seul ☐
- le candidat est un groupement d'entreprises : conjoint ☐ OU solidaire ☐

Tout groupement - désignation du mandataire habilité à signer l'offre du groupement par l'ensemble de ses membres ayant signé la lettre de candidature (ou formulaire DC1) en date du

Si groupement - Mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations :

**En raison de la nature et de la sensibilité des prestations du présent marché,
dans l'hypothèse d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire**

Pour les membres d'un groupement conjoint :

le titulaire devra indiquer dans l'annexe n° 5 – à la suite du présent Acte d'Engagement - la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.

B.2 Engagement du titulaire

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public :

- le Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) des marchés publics de service de l'arrêté du 30/03/21

Conformément à leurs clauses, et après avoir apprécié la nature et l'importance des prestations à réaliser

Le signataire :

- ☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte
- ☐ engage la sociétésur la base de son offre ;
- ☐ ***l'ensemble des membres du groupement*** s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;

à exécuter les prestations demandées pour le(s) lot(s) suivant(s) aux prix et conditions figurant au marché :

☐ **le lot n° 1**

☐ **le lot n° 2**

B.3 Montant du marché

Le présent marché est assimilable à un accord cadre. L'intervention du titulaire intervient sur réquisitions judiciaires valant bons de commande.

Le titulaire recevra une indemnité pour ses frais. Le présent marché est conclu avec un maximum en valeur de 2.956.000 € TTC pour les 2 lots et l'ensemble de sa durée. La fixation de ce montant s'appuie sur l'exécution budgétaire et comptable du précédent marché entre le 01/01/2021 et le 31/12/2024.

B.4 Prix unitaires

1. Les prestations seront réglées en application des prix unitaires n° 1 à 11 suivants :

N°	Libellé	Indemnité montant HT
1	Housse biodégradable, d'une dimension minimale de 220 cm x 90 cm, avec six poignées de portage intégrées, une structure renforcée et une fermeture à glissière plastique	1..... €
	Prise en charge et transport de corps en l'état, dans un véhicule spécialisé, jusqu'à sa remise, pour une distance <u>aller/retour</u>, de jour entre 6h00 et 20h00 du lundi au samedi :	
2	▪ jusqu'à 25 km	2. €
3	▪ de 26 à 50 km	3. €
4	▪ de 51 à 75 km	4. €
5	▪ de 76 à 100 km	5. €
6	▪ de 101 à 200 km	6. €
7	▪ de 201 à 300 km	7. €
8	▪ de 301 à 400 km	8. €
9	▪ de 401 à 500 km	9. €
10	▪ de 501 à 600 km	10. €
11	▪ par tranche de 100 km supplémentaires	11. €
12	Majoration sur les prix n° 2 à 8 ci-dessus, pour un transport effectué de nuit entre 20h00 et 6h00	12. %
13	Majoration sur les prix n° 2 à 8 ci-dessus, pour un transport effectué le dimanche ou les jours fériés, de jour entre 6h et 20h	13. %

14	Majoration sur les prix n° 2 à 8 ci-dessus, pour un transport effectué le dimanche ou les jours fériés, de nuit entre 20h et 6h	14. %
----	---	------------

2. Les majorations n°12 à 14 seront appliquées exclusivement au prorata des tranches journalières ou horaires concernées par le transport effectué.

Dans ce cas, les dates & heures de prise en charge et de remise devront être indiquées sur le mémoire de frais et la facture .

3. A titre dérogatoire, en cas d'indisponibilité de l'IML et sur réquisition spéciale du magistrat requérant, les passages en chambre funéraire seront réglés en application des tarifs n°15 et 16 listés ci-dessous.

N°	Forfait accueil en chambre funéraire (en cas d'impossibilité d'accueil du corps à l'IML et sur réquisition spéciale du magistrat requérant)	Indemnité montant HT
15	Forfait 24 heures, tous frais inclus	15.
16	Forfait 48 heures, tous frais inclus	16.

B.5 Déclaration sur l'honneur :

Le soumissionnaire déclare sur l'honneur :

Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts et aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-9, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du présent marché ;

Situation fiscale et sociale :

- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

Marchés de défense et de sécurité :

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;
- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;
- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

B.6 Compte à créditer - joindre un relevé d'identité bancaire ou postal

Numéro :

Code Banque :

Code Guichet :

Numéro compte :

Clé :

Banque :

Centre de chèques postaux de :

Trésor public :

B.7 : Avance forfaitaire (articles R.2191-3 ou R.2391-1 du Code de la commande publique)

Sans objet

B-6. Durée de validité de l'offre

Le présent engagement me lie pour la durée de validité de l'offre indiquée au règlement de la consultation soit 120 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

A , le

Signature

Nom, prénom et qualité du signataire

C. Décision du pouvoir adjudicateur

POUR L'ETAT – MINISTÈRE DE LA JUSTICE

COUR D'APPEL DE COLMAR

Est acceptée la présente offre pour valoir Acte d'Engagement pour :

☐ Lot n° 1 – sites du Bas-Rhin (67)

☐ Lot n° 2 – sites du Haut-Rhin (68)

A COLMAR, le.....

Monsieur Le procureur général

Madame La première présidente

D. Notification du marché au titulaire

Reçu à titre de notification une copie du présent marché par voie électronique :

A....., le.....

ANNEXE 5 A L'ACTE D'ENGAGEMENT DÉSIGNATION DES MEMBRES DU GROUPEMENT

En cas de groupement conjoint, la répartition des prestations que chacun s'engage à réaliser est à présenter dans la colonne de droite

[illegible]